

PENDANT LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE, « Le Monde » va ausculter les régions françaises au travers des grands enjeux de l'élection. Première étape à Bordeaux, jeudi 24 novembre, avec une journée de débats consacrés aux jeunes dans la société, organisée en partenariat avec France Inter.

## Jeunes

## Le pacte ou le clash



Skaters de l'association La 58<sup>e</sup>, à Bordeaux.

RODOLPHE ESCHER POUR « LE MONDE »

### « La société tolère de moins en moins les espaces de déviance »

Joël Zaffran est professeur en sociologie, spécialiste des questions de temps scolaire et de loisirs des adolescents. Il dirige le département de sociologie de l'université Bordeaux-II et le centre de formation en sciences sociales appliquées. Son dernier ouvrage, *Le Temps de l'adolescence, entre contraintes et libertés*, est paru en 2010 aux Presses universitaires de Rennes. Entretien.

**Pourquoi les adolescents ne vont-ils pas vers les activités et les installations que les collectivités locales leur proposent ? Ce constat est-il régional, et quel est votre analyse sur le sujet ?**

Cela part d'un constat simple, régional et national : à partir de 12 ans, on observe une chute de fréquentation des structures de loisirs. Cette désaffection n'est pas qu'une question financière, car elle touche un autre. Cela oblige à des arbitrages épineux entre les activités à financer et les demandes qui ne seront pas retenues. De

plus, ces arbitrages sont faits en ayant une vue partielle sur ce que doivent être les loisirs des adolescents puisqu'ils procèdent d'une vision « adultocentrée » sur leurs demandes. De sorte que si les deux ou trois activités retenues n'attirent pas les jeunes, on en conclut, un peu rapidement, que les adolescents sont irresponsables et irrationnels, et qu'il est inutile, par conséquent, de leur demander leur avis. Cela ne fait que conforter l'attitude de défiance et de suspicion vis-à-vis des jeunes.

**Alors pourquoi n'y vont-ils pas ?**

En fait, la question des loisirs des jeunes renvoie à une autre, plus large : celle du temps libre, ce que recherchent les jeunes. Or une politique jeunesse qui propose des activités trop encadrées ne relève plus du registre du temps libre pour ce public, car elle entre dans un cadre organisé par les adultes selon des modalités d'encadrement et de gestion du public qui empruntent très souvent à la forme scolaire. On voit ainsi se dégager deux temps : le temps libre et le temps des loisirs qui s'imprègnent de la forme scolaire.

**Cette structuration des propositions de loisirs existait aussi il y a 20 ou 40 ans...**

Plus qu'hier, le temps scolaire est devenu un temps social dominant, et sa contrainte ne se limite plus uniquement à

l'école. Il organise aujourd'hui les temps sociaux de l'adolescence, et ce faisant conditionne les propositions de loisirs. Pour prendre un repère commode, on peut dire que jusqu'aux années 1960, avant le collège unique, le temps et l'espace scolaires étaient bien articulés et ne débordaient pas sur les autres temps sociaux, hormis peut-être pour une minorité d'élèves qui avaient le privilège des études longues. Depuis, avec la massification et la démocratisation de l'école, de nouveaux enjeux poli-

**« Les jeunes ont besoin de faire l'expérience de l'oisiveté et du temps libre pour se construire »**

tiques et sociaux sont nés, provoquant la dissociation du temps et de l'espace scolaires. C'est valable pour le collège, le lycée et, de plus en plus, en primaire.

Cela se traduit par la multiplication des activités périscolaires, par la diversité des activités de loisirs, dont l'organisation se calque sur celle de l'école, et par l'apparition d'un marché de l'accompagnement scolaire des adolescents, jusqu'au coach scolaire. Tout cela répond à l'inquiétude des parents, et leur angoisse déteint sur leurs enfants. Ces derniers prennent alors conscience que la réussite ne dépend plus

seulement de l'école mais des moyens mis en œuvre hors l'école pour renforcer les acquis scolaires. Or, au jeu de l'école hors l'école, les atouts de la réussite restent toujours entre les mains de certains, ceux qui ont une connaissance fine du marché scolaire, qui connaissent les bons établissements à fréquenter, les filières à choisir, les diplômes à décrocher, qui sont aussi ceux qui occupent avantagement le temps de leur enfant. La partie qui se joue à l'école peut être tronquée par ce qui se joue hors l'école. Il y a néanmoins un bémol car, contrairement aux années 1960, quand le seul lien était la radio, les jeunes des années 2000 sont ouverts sur le monde grâce aux supports technologiques à portée de main. Sur ce plan, l'école a perdu son monopole du savoir.

**Justement, que changent les nouvelles technologies dans leur rapport aux autres, à la société, au monde des adultes ?**

Avec cette masse d'informations accessibles, les adolescents ont un regard assez pessimiste sur ce qui les entoure. En même temps, ils ont confiance en eux, car le réseau (familial, scolaire, amical) dans lequel ils évoluent est un support de construction et de reconnaissance de soi. Les adolescents sont tiraillés entre deux mondes : l'environnement proche et le monde tout court. Dans le premier, le sim-

ple fait d'avoir un regard bienveillant des parents et des adultes en général sur l'enfant donne une assurance propice à l'engagement dans le second.

Pris dans le courant de la démocratie familiale, les parents sont aujourd'hui dans le registre de la négociation et du débat autour des règles familiales. Ils laissent plus de choix à l'enfant, à la condition que les études n'en pâtissent pas.

**Selon vous, on ne laisserait pas suffisamment de temps libre aux jeunes ?**

La société tolère de moins en moins les espaces de déviance de la jeunesse. Les adultes ne peuvent pas souffrir de l'inactivité des jeunes alors que ces derniers ont besoin de faire l'expérience de l'oisiveté et du temps libre – qui ne signifie ni désordre ni anarchie – pour se construire et avoir un temps à soi, pour bâtir des îlots de subjectivité. La chambre est un endroit où ils réarticulent justement le temps et l'espace, un royaume où ils sont maîtres du lieu et souverains de ce qu'ils y font. Le territoire de la chambre comme prolongement de soi est la réponse adolescente à une société où il y a de moins en moins d'espaces laissés à l'expérimentation juvénile. Les jeunes ne réclament pas, toutefois, un retrait des adultes. C'est le nœud du problème pour les élus et les opérateurs. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CLAUDIA COURTOIS





De gauche à droite : à Bordeaux, dans la cour du collège Clisthène, le conseiller principal d'éducation discute avec des élèves. A Lormont, Maritchou Villenave héberge Océane Quisari dans le cadre du dispositif « 1, 2, Toit ». A Cenon, le directeur adjoint du Rocher de Palmer, Hervé Castelli, présente les lieux aux nouveaux stagiaires.

CHRISTOPHE GOUSSARD POUR « LE MONDE »



MÉMOIRE

Un porte-voix pour les anciens

CE MERCREDI de novembre, dans un grand hangar de la Bastide, graffs au mur, caravane suspendue, conteneurs maritimes et modules de skate disséminés, Lucas Lopes, 28 ans, recevait Claude Dulhoste, 68 ans, un ex-habitant du quartier, et sa femme Joëlle. Ils avaient vécu leurs vingt-cinq premières années dans les environs sans jamais avoir mis les pieds dans cette ex-caserne vouée à devenir un éco-quartier phare de Bordeaux et une future zone économique-écologique unique en son genre.

Le président de l'association La 58<sup>e</sup>, qui fédère une dizaine de structures de jeunes créateurs présentes au hangar, était accompagné de quatre jeunes volontaires d'Unis-cité, l'association de promotion du service civique des 18-25 ans. Tous les cinq ont restitué à Claude Dulhoste et sa femme le résultat des quatre heures d'entretien réalisées par les volontaires quelques semaines plus tôt. L'ancien technicien de Gaz de Bordeaux est le pionnier d'une liste de 50 personnes à interroger établie avec l'aide de l'association Histoire(s) de la Bastide, dont Lucas Lopes est membre. « Grâce à ce travail, c'est toute une mémoire qui ne va pas se perdre », apprécie Brigitte Lacombe, présidente de l'association culturelle locale.

Greg, Lise, Sullivan et Adriane devraient voir tous ces anciens d'ici à juin 2012, le temps de leur service civique. « Comme nous jouons naturellement un rôle de médiateurs de l'histoire de ce quartier, avec toutes les questions qu'on nous pose sur le lieu et sur son passé, autant ne pas raconter n'importe quoi et aller voir ceux qui ont participé à son histoire », explique Lucas Lopes. Le montage de l'opération « Mémoires croisées » est sérieux jusqu'au symbole : la restitution écrite de chaque entretien se fait sur place « pour casser la défiance et montrer ce dont la jeunesse est capable, ses valeurs et ses projets », précise-t-il.

C'est aussi une découverte réciproque de deux cultures et de deux générations. Pour Greg Blaineau, 21 ans, animateur de formation et danseur hip-hop, pas de souci : « Ça ne me dérangeait pas de découvrir un nouveau public comme les seniors. C'est même enrichissant, car ils ont plein de choses à nous apprendre : ils connaissent la vie, pas nous, même si on croit la connaître. » Pour d'autres, l'approche est plus délicate. « On n'est pas sur le même rythme, le langage est différent », font remarquer Adriane, 24 ans, et Lise, 19 ans, qui, comme les autres, animent aussi, deux jours par semaine, des ateliers d'informatique dans des clubs seniors de Bordeaux. « Il faut être patient, prendre sur soi. Et après, le lien se crée et la confiance s'installe. » ■

C.C.

Chacun cherche son toit

Un jeune en formation loin de chez lui, un propriétaire proposant une chambre meublée : « 1, 2, Toit », nouveau dispositif du conseil régional, les aide à se rencontrer

Depuis le 9 octobre, dans sa « petite maison modeste » de Lormont, à l'est de Bordeaux, Maritchou Villenave héberge une jeune fille de 16 ans qu'elle ne connaissait ni d'Eve ni d'Adam quelques jours plus tôt. Depuis la rentrée, Océane Quisari, originaire d'un petit village à côté de Dax, est stagiaire en graphisme au lycée d'enseignement professionnel des Iris à Lormont. Elle cherchait un toit à proximité.

« C'est la première fois que je quitte ma famille, je ne pouvais pas faire l'aller-retour chaque jour ; je ne voulais pas non plus que l'hébergement me coûte trop cher », explique la jeune fille. Afin de la recevoir dans de bonnes conditions, la propriétaire de 53 ans a fait quelques travaux dans la chambre libre de sa fille, « mis un lit correct ». Elle la dépose même chaque matin, en scooter, devant son lycée situé sur le chemin de son travail. « J'essaie de lui simplifier la vie au quotidien, sourit M<sup>me</sup> Villenave. Et au fil du temps, une amitié s'est liée. »

Ce binôme fait partie d'un dispositif innovant du conseil régional d'Aquitaine, baptisé « 1, 2, Toit ». L'idée est simple en apparence : proposer des chambres meublées à des jeunes en formation – appren-

tis, étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, lycéens professionnels, primosalariés... – loin de leur lieu d'hébergement habituel. Dans une étude de diagnostic de 2010, la région Aquitaine avait fait le constat d'un manque de logements adaptés pour ce type de profil : « Il n'existait pas officiellement de logements du parc privé que l'on pouvait louer sur une courte durée de quelques mois et fractionner dans le mois, à proximité des lieux des entreprises ou/et des centres de formation, détaille Emilie Coutanceau, conseillère régionale déléguée à la jeunesse. Il n'y a pas non plus de système d'aide publique possible pour deux hébergements différents en même temps. »

Jusqu'à présent, les jeunes s'arrangeaient – et le font toujours pour la grande majorité – avec l'existant : foyers de jeunes travailleurs ou de centres de formation, internats de lycée, chambres d'hôtel, hébergement chez des copains. Pour les plus impécunieux, comme souvent chez les apprentis, « c'est le système D », reconnaît Marc Saint-Germain, conseiller principal d'éducation au centre de formation pour apprentis (CFA) de la chambre des métiers de Gironde, le plus grand du département (1400 élèves). « Ils préfèrent se lever à 5 heures du matin ou aller chez les copains, et ils chan-

gent souvent. Certains dorment même dans leur voiture. Ils arrivent en retard, fatigués et finissent par décrocher », souffle le CPE. Du côté des propriétaires, certains louaient leurs chambres « au black ».

Le dispositif aquitain permet donc au jeune en mobilité d'être logé dans de bonnes conditions matérielles et juridiques : charte d'accueil, contrat sur mesure, sélection et mise en relation des personnes. Le Sires Aquitaine, une agence immobilière à vocation sociale,

« Maintenant, il faut juste que les mentalités évoluent. Et que les jeunes n'aient pas peur de l'inconnu »

mandatée par la collectivité territoriale pour la mise en place et la gestion du dispositif, rencontre le propriétaire, visite la chambre, s'entretient avec le futur locataire et organise une première rencontre sur site. Ensuite, « c'est un peu la loterie », souligne Sandra Hircha, chef de projet au Sires : ça marche ou... « C'est bien sûr une question de préparation mais aussi de feeling », admet la jeune femme. C'est le cas de Maritchou et Océane : « Au

départ, comme je suis assez indépendante, ça m'a fait peur mais je suis tombée sur une très bonne personne et si c'était à refaire, je le referais », confie la jeune fille, soutenue par sa propriétaire dans sa recherche de contrat d'apprentissage. Jusqu'à présent, sur les 74 binômes créés depuis la rentrée 2011 – 150 devraient l'être d'ici la fin de l'année –, aucun désistement n'a été noté.

Pour les propriétaires, au-delà de l'échange avec les jeunes, le principal intérêt est financier, même si la somme reste modique : la recette locative s'élève à 300 euros au maximum pour un mois et par personne (hors restauration), soit entre 10 et 15 euros par jour. Océane, présente en moyenne 15 jours à Lormont, nourrie matin et soir, paie 100 euros par semaine et bénéficie, comme tous les hébergés du dispositif, d'aides de la région équivalentes à la moitié du loyer.

Après la phase expérimentale, menée en 2010, « 1, 2, Toit » a été étendu aux cinq départements d'Aquitaine, mais des réticences demeurent – surtout chez les jeunes. « Maintenant, il faut juste que les mentalités évoluent, estime Marc Saint-Germain, dont cinq élèves de son CFA ont déjà utilisé ce dispositif. Et que les jeunes n'aient pas peur de l'inconnu. » ■

C.C.

Les bons rapports des logements intergénérationnels

A Cestas-Gazinet, une résidence où « tout le monde se dit bonjour, le sourire en plus »

Claude Buron-Pilâtre n'est pas la concierge de sa résidence HLM de 16 appartements, « Les Camélias », installée dans le bourg de Cestas-Gazinet (Gironde). Pourtant, cette sexagénaire aux yeux et au tempérament pétillants connaît tout le monde depuis son arrivée fin 2009, date d'inauguration de cette résidence – un petit immeuble d'un étage couleur pierre de taille, avec un patio et des petits jardins privatifs – dite intergénérationnelle. « C'est une résidence mélangée en âges et, dès le départ, c'était sympa, assure cette ancienne habitante de la région parisienne, venue il y a quelques années dans cette commune girondine

pour se rapprocher de ses deux enfants et petits-fils. On a de très bons rapports entre nous et on se dépanne sans problème. » Un voisin est venu lui installer sa machine à laver. Un autre a réparé l'installation téléphonique d'une mamie. Les plus jeunes descendent les poubelles des anciens. A 67 ans, Claude Buron-Pilâtre s'est même proposée pour du baby-sitting. « On est bien content de voir des jeunes et des vieux, de voir débarquer des tout-petits, car c'est le mouvement. Et le mouvement, c'est la vie. »

Depuis cinquante ans, Logévie, le bailleur social de cette résidence aux tarifs HLM – entre 280 et 400 euros mensuels –, est un spécialiste du logement familial et

des personnes âgées. « On s'est rendu compte qu'il manquait quelque chose entre les deux », explique Patrick Courjaud, gestionnaire des vingt résidences intergénérationnelles du parc Logévie.

En moyenne, il se construit trois à quatre de ces résidences par an. Mais pas dans n'importe quelles conditions : « La localisation est le point le plus important, assure Pierre Ferraris, directeur du patrimoine du bailleur girondin. La résidence doit être située à proximité des commerces, des services et des transports en commun pour que la personne âgée conserve sa sociabilité et que la vie soit facilitée aux plus jeunes. On va jusqu'à réfléchir au cheminement exté-

rieur pour voir, avec la collectivité, si des aménagements publics sont nécessaires. »

Côté aménagement intérieur, des points de rencontre – serre, patio, kiosque ou bancs – sont installés « pour créer les meilleures conditions de rencontre », poursuit M. Ferraris. Et ça marche : « On surveille les papys et mamies de loin et on a créé des liens, confirme un jeune voisin de 32 ans, Dominique Sarkissian, technicien en 3 x 8 dans une entreprise pharmaceutique de Pessac. Je ne sais pas si c'est la résidence ou le côté intergénérationnel, mais tout le monde se dit bonjour, le sourire en plus, dans le calme et le respect des uns et des autres. » ■

C.C.





ENTRETIEN

## « Sensibiliser les lycéens éloignés »

VINCENT HOFFMANN-MARTINOT est directeur de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, qui a entamé, en 2004, une démarche de préparation à son concours d'entrée pour des jeunes éloignés, dans tous les sens du terme, de Sciences Po. Labellisé en 2008 « Les cordées de la réussite » par les ministères de l'éducation et de l'enseignement supérieur, l'opération bordelaise « Je le peux parce que je le veux » (JPP-JV) attire en moyenne 130 élèves par an. Entretien.

### Quels sont les grands principes de ce dispositif ?

Il s'agit d'accompagner la diversité sociale et géographique à l'intérieur de la région, en sensibilisant à l'entrée à Sciences Po les lycéens scolarisés dans des ZEP, en milieu rural ou tout simplement éloignés des sites universitaires. Soutenus par le conseil régional, nous aidons les équipes pédagogiques des établissements à repérer les lycéens et à les sensibiliser sur leurs capacités, car, souvent, les blocages sont psychologiques. Enfin, ces derniers sont préparés dans leur établissement avec des enseignants volontaires. Depuis sa première promotion, en 2006, avec 9 lauréats, le dispositif n'a fait que se renforcer : ils sont 18 cette année, avec 20 lycées partenaires, contre 13 au départ.

### Le dispositif est-il différent de celui de Sciences Po Paris ?

Nous avons décidé de ne pas faire de discrimination positive : tous les élèves passent le même concours. Ceux issus de la prépa JPP-JV ont certainement plus de reconnaissance et de légitimité que ceux bénéficiant d'un concours aménagé. De plus, nous n'avons pas besoin de la même ouverture socioprofessionnelle que Sciences Po Paris, car 30 % de nos étudiants sont boursiers.

### Pour quels résultats ?

Les statistiques montrent que, sur l'ensemble des candidats préparés par les voies classiques, 5 % sont admis, alors qu'ils sont 10 % issus de la prépa JPP-JV. Parmi ces derniers, la plupart vont entrer en classes préparatoires ou dans des écoles de commerce. Ça nous met du baume au cœur. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. C.

# Une nouvelle chance de trouver sa voie

## A Bergerac comme à Cenon, deux façons innovantes de proposer une aide à la réinsertion professionnelle, démarche artistique en prime

**A**mandine, Mustapha, Alice et Luc ont fait connaissance, le 17 octobre, dans les locaux de Retravailler Dordogne-Garonne à Bergerac, une association d'orientation et de réinsertion professionnelle. Ils sont quinze, tous issus du réseau « deuxième chance » de la mission locale de Bergerac (Dordogne). Cela signifie des parcours chaotiques, avec souvent des décrochages scolaires en troisième, des difficultés de réinsertion professionnelle, des ruptures familiales et affectives, voire des problèmes psychiatriques pour certains.

Ils se retrouvent tous dans un nouveau dispositif financé par la Région Aquitaine, qui porte bien son nom : « Aquitaine cap nouvelle chance ». Il vise à répondre à plusieurs objectifs de socialisation, de remobilisation dans la société, d'orientation professionnelle et de construction d'un parcours de qualification. Un challenge pour la plupart d'entre eux. Certains dormaient encore dans leur voiture peu de temps avant la formation, se levaient à midi ou consommaient de la drogue toute la journée. D'autres « s'accrochent à cette formation comme à une bouée qui va les aider à sortir de leur situation », assure Sylvie Scheid, directrice de l'association périgourdine.

Deux groupes de quinze jeunes, un à Bergerac et un autre à Cenon, en Gironde, vont donc réapprendre, au travers d'ateliers, les compétences de base, comme écrire un CV ou une lettre de motivation, mais surtout chercher et trouver le métier qu'ils aimeraient faire. Etant donné l'échec des dispositifs classiques de scolarité et de formation sur ce public, les deux organismes sélectionnés par l'appel d'offres régional – Retravailler Dordogne-Garonne et l'Insup Aquitaine, un organisme de formation et d'insertion professionnelles – sont chargés de faire plus innovant.

Au-delà des stages en entreprise et des ateliers de remise à niveau des compétences de base, sur une période inhabituelle de neuf mois, ces jeunes entre 16 et 25 ans vont devoir s'unir autour d'un projet collectif qu'ils choisissent eux-mêmes. A Bergerac, Amandine, Mustapha, Alice, Luc et les autres devraient interviewer des personnalités locales. Ces témoignages prendront une forme artistique mais il est trop tôt pour savoir laquelle.

À l'Insup, le projet collectif se fait en partenariat avec le Rocher de Palmer, récent lieu de programmation de jazz et musiques du monde, et salle de congrès, installé

à Cenon. Emmanuelle, Joaquina, Maria et une dizaine d'autres se sont réunis pour la première fois le 14 novembre et les premières rencontres avec des salariés au Rocher n'ont laissé personne indifférent. « C'est trop bien, assure Emmanuelle, 25 ans. Le mélange de l'artistique et du professionnel va permettre de m'aider à trouver ce que je veux faire. A la base, je suis couturière et j'ai plein de métiers différents mais je suis pas-

**« Quand je ressortirai de cette formation, j'espère bien avoir un, deux ou trois métiers qui vont me plaire »**

sionnée de danse et de musique. » « Alors, poursuit la jeune femme au large sourire, quand je ressortirai de cette formation, j'espère bien avoir un, deux ou trois métiers qui vont me plaire. »

L'Insup Aquitaine pratique déjà depuis dix ans cette démarche de projet artistique commun : mais, à la différence de « Cap nouvelle chance », « Art d'agir » est une formation qui ne vise pas l'accès à l'emploi ou à la qualification, juste la réinsertion sociale et personnelle. Depuis son lancement, quinze livres regroupant les travaux artistiques des élèves ont été édités, un blog et trois fresques murales réalisés. « Que ce

soit pour un dispositif comme pour l'autre, le projet collectif artistique est un support de formation qui induit des étapes de construction et demande de la rigueur, explique Muriel Pécassou, responsable du pôle formation de l'Insup Aquitaine. Ces étapes sont les mêmes que celles d'un projet professionnel, à savoir découvrir, élaborer, valider et mettre en œuvre. »

La démarche artistique n'est pas un objectif professionnel pour tous. Coralie, elle, voudrait monter une pension pour chiens et chats. Alors, « j'espère trouver des stages en animalerie », souffle la jeune fille de 19 ans. En attendant, elle a écrit un article bien construit et sans fautes sur un projet d'animalerie, à paraître dans le prochain livre commun. « Ce travail de groupe est fondamental, car il leur apprend à se responsabiliser et à décroiser les bras », insiste Frédéric Mathias, formateur en atelier d'écriture, d'art graphique et numérique.

Les professionnels savent que, dispositif innovant ou non, il n'existe pas de baguette magique de la réinsertion professionnelle. « Mais ce passage avec une réalisation artistique à la clé reste un souvenir fort dans leur vie et une trace concrète de ce dont ils sont capables, assure Pascale Marot, responsable de l'Insup à Cenon. Nous ne sommes qu'une étape dans leur vie : à un moment donné, ils se sont dit que la société a cru en eux. » ■

C. C.

## Un collège expérimental au cœur de la cité

AU GRAND-PARC, un quartier populaire de Bordeaux, un collège public expérimental, depuis dix ans, une nouvelle façon d'enseigner. Vus de l'extérieur, les murs et la cour d'école, en face des barres HLM, rappellent un collège classique. Les différences se nichent dans l'approche pédagogique, l'organisation du temps, le rôle et la place des enseignants, ceux des élèves et des parents.

Une centaine d'élèves dont 70 % viennent des environs du Grand-Parc sont accueillis chaque année, avec une classe par niveau. « L'idée est de réinventer le collège unique en ayant les mêmes missions de service public sans avoir à pressurer les gamins, dans un climat serein basé sur la confiance réciproque, explique le directeur, Pierre-Jean Marty. Le tout à l'échelle globale de l'établissement. » Résultat : les disciplines sont décloisonnées, les professeurs volontaires, passionnés et multitâches. Les élèves acquièrent d'autres compétences que le simple apprentissage des matières.

Parmi les originalités pédagogiques, chaque élève assume aussi un « rôle éducatif », qui change chaque trimestre : journaliste, responsable du matériel sportif, membre de l'agora, de l'assemblée consultative d'élèves, etc. « L'objectif est de participer à la vie de l'établissement et d'impliquer les élèves pour développer un sentiment d'appartenance », précise le directeur.

Autre particularité : deux fois par trimestre, une semaine interdisciplinaire mobilise tout le collège autour d'une thématique. Le rythme scolaire diffère également : de 8 h 30 à 9 heures, avec des parents bénévoles, les élèves peuvent prendre leur petit déjeuner, faire de la danse, jouer au foot ou simplement discuter. Une fois les cours commencés, il n'y a pas de changement de salle de classe. Les après-midi sont consacrés à des ateliers d'expression artistique ou sportive, pour finir par les groupes de tutorat : douze élèves de tous niveaux se retrouvent dans une même classe, avec un enseignant-tuteur. Dans ce cadre, des aides aux devoirs sont organisées deux fois par semaine et le vendredi est consacré au « temps de bilan » pour aborder la vie du groupe et la vie institutionnelle de l'école. « Mes collègues des autres établissements sont souvent frustrés – et j'en faisais partie quand j'étais en ZEP dans l'Oise – car on passe de classe en classe, de manière déshumanisée, fait remarquer Marc Chaigneau, le prof de maths. Ici, on a le temps. Le système induit la relation humaine et les responsabilités des deux côtés, profs et élèves. » ■

C. C.

# 46 000

## Le nombre de collégiens landais qui, depuis dix ans, ont bénéficié d'un ordinateur portable en prêt gratuit

Destinée aux élèves de 3<sup>e</sup> et de 4<sup>e</sup>, l'opération « Un collégien, un ordinateur portable », expérimentée en 2001 et généralisée en 2002, est financée par le conseil général des Landes, pour un investissement cumulé de 47 millions d'euros. Depuis septembre 2009, la collectivité a franchi un nouveau cap en généralisant l'équipement de toutes les salles de cours des collèges avec un tableau blanc interactif, un vidéoprojecteur et un visualiseur numérique. [www.landesinteractives.net](http://www.landesinteractives.net)